

Burundi : Certains non-invités appellent au boycott du dialogue d'Arusha

RFI, 19-05-2016 Burundi : Le Cnared n'ira pas en Tanzanie pour la reprise du dialogue La médiation va-t-elle arriver à organiser cette fois une session du dialogue interburundais, pour tenter de sortir le Burundi de la crise ? C'est la question qui est posée depuis que tous les partis membres du Cnared, qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition en exil et celle restée au pays, a annoncé qu'elle allait boycotter la nouvelle session prévue du 21 au 24 mai, à Arusha en Tanzanie, parce qu'elle n'a pas été invitée en tant que telle.

Dans un premier temps, la facilitation semblait avoir trouvé la formule magique qui allait lui permettre de contourner le refus du gouvernement burundais de discuter avec le Cnared. Après une rencontre avec l'ancien président tanzanien, Benjamin Mkapa, les leaders de cette plate-forme qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition burundaise avaient annoncé que la médiation projetait d'inviter les parties à tour de rôle, d'abord le gouvernement et ses alliés, puis le Cnared, avant de tenter d'organiser une plénière. Ce mercredi, à trois jours à peine de la date prévue pour la reprise d'un dialogue au point mort depuis des mois, c'est la douche froide. Le Cnared s'est rendu compte que l'équipe de la facilitation avait finalement opté pour une formule qui l'excluait, seuls sont invités le gouvernement, ses alliés et certains partis membres de cette coalition d'opposition. La réaction a été immédiate, « les partis membres du Cnared ont déclaré au facilitateur qu'ils n'iront pas à Arusha samedi, à l'exception d'un seul parti », martèle son porte-parole, Pancrace Cimpaye. Le gouvernement sera représenté cette fois, selon la présidence. Des diplomates de l'Union africaine et de l'ONU, censés épauler l'équipe de la médiation assuraient hier qu'à ce stade, ils ne connaissaient encore ni les invités ni le programme. Ils parlent d'« impréparation » et regrettent que l'organisation de ce rendez-vous crucial soit laissée aux soins du secrétariat exécutif de l'East African Community dirigé par un Burundais, accusé d'être pro du pouvoir.